

« Emmanuel Macron incarne la réunification de la bourgeoisie »



Jérôme Sainte-Marie Politologue, auteur de l'ouvrage le Nouvel Ordre démocratique

Pour le politologue Jérôme Sainte-Marie, Emmanuel Macron rassemble libéralisme économique et libéralisme culturel, satisfaisant un bloc élitare qui se sent menacé. Entretien.

VOUS AFFIRMIÉZ QUELQUES JOURS AVANT LE SECOND TOUR QUE LA BOURGEOISIE AVAIT TROUVÉ SON CANDIDAT EN EMMANUEL MACRON. DANS LE MÊME TEMPS, CELUI-CI A ÉTÉ CONSIDÉRÉ COMME LE REMPART DE LA RÉPUBLIQUE FACE À L'EXTRÊME DROITE. QUI A GAGNÉ DIMANCHE DERNIER ? LA BOURGEOISIE OU LA RÉPUBLIQUE ?

JÉRÔME SAINTE-MARIE C'est en effet ce que j'ai dit même si je suis un peu sorti de mon rôle ! (Rires.) Commençons par le contenu idéologique de l'offre d'Emmanuel Macron, qui est très clair : il s'agit de la réunification de tous les libéralismes, le libéralisme économique et le libéralisme culturel. L'illusion que la gauche pouvait promouvoir le libéralisme culturel sans en tirer de conséquences quant au libéralisme économique et inversement pour la droite vole en éclats. Hamon et Mélenchon figurent le renouvellement du libéralisme culturel sans le libéralisme économique. Fillon, c'est le contraire. Cette réconciliation des deux libéralismes est également inscrite dans les traités commerciaux internationaux, comme le Tafta. Elle est portée sur le plan international par des chefs d'État comme Justin Trudeau.

Les élites des deux bords se retrouvent idéologiquement. Cela correspondant aussi à une pratique politique des gouvernements de droite ou de gauche, dont la convergence, quinquennat après quinquennat, était toujours plus éclatante. Mais les alternances divisaient de plus en plus artificiellement le bloc élitare, que l'on peut appeler plus clairement la bourgeoisie. Cette dernière s'est rendu compte que ses divisions historiques étaient fatales à la mise en oeuvre de son projet commun de réformes. Elle s'est donc réunifiée sous la forme du bloc élitare. Cette réunification aurait pu se produire entre les deux tours. Cela s'est fait de manière plus brutale et plus rapide, avant même le premier tour, avec la création du mouvement En marche ! d'Emmanuel Macron. Ce dernier incarne parfaitement cette réunification idéologique et sociale de la bourgeoisie française pour donner aux réformes la plus grande force propulsive possible.

CE PROJET EST-IL MAJORITAIRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ?

JÉRÔME SAINTE-MARIE Soulignons d'abord que le premier tour a révélé un vote de classe d'une puissance inédite, du moins depuis les années 1970. C'est aujourd'hui une réalité aveuglante. On n'avait pas vu cela depuis le référendum de 2005.

On a, d'un côté, les catégories populaires, qui représentent la majorité du salariat, dont le vote s'est divisé entre JeanLuc Mélenchon et Marine Le Pen. De l'autre, François Fillon et Emmanuel Macron ont rassemblé le bloc élitare les chefs d'entreprise, les cadres en général, les détenteurs de patrimoine, donc beaucoup de retraités, et aussi, parmi les jeunes, certaines catégories d'étudiants. Ces deux blocs rassemblent chacun entre 40 et 45 % des suffrages exprimés. Le voile d'illusion idéologique que représentait le clivage gauche-droite est en train de se déchirer.

À cette occasion, la réunification de la bourgeoisie est éclatante. Globalement, le bloc élitare, c'est la France qui a voté oui en 2005. Cela lui donne un avantage pour gouverner puisqu'il domine sans partage l'appareil de l'État et la direction des grandes entreprises. Plus durablement, toutes les structures institutionnelles convergent, y compris les instances de contrôle. La division partisane de la bourgeoisie, notamment dans la haute fonction publique et dans la direction des médias, constituait un garde-fou que ce processus d'unification idéologique pourrait supprimer.

Ce qui est plus embêtant pour elle, d'un point de vue politique, c'est que cela devient visible. Une domination s'affaiblit quand elle avance sans masque. Par exemple, l'alternance sans véritable alternative est la solution optimale pour maintenir l'ordre social. La clarification actuelle, pour reprendre le mot de Manuel Valls, pourrait s'avérer une mauvaise idée. La disparition de médiation entre le monde des affaires et le milieu politique, avec un président de la République directement issu du premier, constitue une transparence redoutable pour un système en crise.

CETTE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE MARQUE LA FIN D'UN CYCLE. QUELS SONT LES MARQUEURS DU NOUVEAU CYCLE ?

JÉRÔME SAINTE-MARIE De manière très schématique, la vie politique française a été longtemps structurée par deux grands blocs, la gauche et la droite, subdivisés en leur sein par deux forces. C'était le clivage politique qui était essentiel. Aujourd'hui, c'est le clivage sociologique qui est primordial, en ce sens qu'il détermine les opinions des électeurs et le comportement des élus. À l'intérieur de ce clivage, les cultures politiques servent de nuancier.

CE CYCLE QUI S'OUVRE SERA MARQUÉ PAR DES TENSIONS D'UNE INTENSITÉ TELLE QU'ON N'EN AVAIT PAS CONNU DEPUIS QUARANTE ANS, DITES-VOUS...

JÉRÔME SAINTE-MARIE Lorsque vous faites un travail sur la violence politique, vous vous rendez compte qu'elle peut intervenir lorsque les clivages se superposent. Pour prendre un exemple extrême, la révolte du prolétariat catholique en Irlande du Nord doit beaucoup à la coïncidence des séparations sociales et des séparations religieuses. Cette analogie peut servir pour analyser la situation politique française, en remplaçant les différences religieuses par les oppositions partisans. Le premier facteur de tension est donc l'estompement du clivage gauche-droite au profit d'un choc entre libéralisme élitare et souverainisme populaire. Intérêt social et valeurs politiques coïncident. Le premier tour a ainsi permis une forme de décanation sociologique, facilitée par l'affaiblissement du PS, qui était devenu un parti interclassiste.

Le second facteur est que les Français ont de plus en plus conscience que cette opposition sociale est fondamentale. Les études montrent que leur explication de vote renvoie très souvent à des considérations très matérielles, et antagonistes.

J'ajoute un troisième élément : si nous allons vers des solutions à la Blair ou à la Schröder, même si la situation générale du pays devait s'améliorer, dans ce modèle l'accroissement du bien-être de certains pourrait s'accompagner d'une plus forte précarisation ou paupérisation pour d'autres. Dans un pays de culture égalitariste comme la France, cela générerait des tensions très fortes, qui trouveraient dans le nouvel ordre démocratique une traduction politique directe. C'est tout le paradoxe de la « grande réconciliation » qu'incarne Emmanuel Macron.

CHRISTOPHE DEROUBAIX dans l'Humanité du 15 mai 2017